



La question fondamentale selon Bourassa

Un choix: culture ou niveau de vie

par Pierre O'Neill

DANVILLE — A moins que le gouvernement fédéral n'accorde au Québec la souveraineté culturelle, les Québécois devront éventuellement faire un choix entre la culture et le niveau de vie. C'est-à-dire, entre l'indépendance et le fédéralisme.

S'adressant aux jeunes libéraux réunis à Danville, puis répondant aux questions des journalistes, le premier ministre du Québec a clairement indiqué que si son gouvernement consentait une nouvelle fois à discuter du rapatriement de la constitution dans une conférence fédérale-provinciale, ce sera pour "aller jusqu'au bout"

Mais avant de proposer une réouverture du débat sur la formule de rapatriement de la constitution, le gouvernement s'accordera une longue période de réflexion à laquelle seront invités à participer ministres, députés et militants. Cela afin d'en peser minutieusement toutes les implications et surtout parce qu'un nouvel échec comme celui de Victoria "ne serait pas tellement bon pour le régime fédéral".

Avec l'évolution des institutions, des structures politiques, M. Bourassa demeure néanmoins confiant que de nouveaux efforts de compréhension mettront en relief que les choses n'ont pas à aller

aussi loin. "Nous croyons que l'indépendance serait économiquement catastrophique et culturellement inutile."

Et si les Québécois obtenaient la souveraineté culturelle, soulignait le chef du Parti libéral, les indépendantistes y perdraient tout argument. Dans cette optique, M. Bourassa voit deux conditions essentielles: l'appui de la majorité des Québécois et des dirigeants fédéraux sensibilisés à la volonté du gouvernement québécois. "Il paraît clair que la seule option, c'est la souveraineté culturelle. Autrement, les Québécois devront faire un choix."

Un choix inutile et dangereux pour l'a-

venir culturel des Québécois, estime M. Bourassa qui s'interroge sur les résultats d'une consultation où les Québécois seraient appelés à trancher entre la culture et le niveau de vie. "C'est la question fondamentale."

Sur les versants du mont Scotch, près de Danville, dans le comté de Richmond, c'est un dialogue en plein air qui a obligé M. Bourassa à s'expliquer aussi longuement sur la notion de souveraineté culturelle et les qualités fédéralisme canadien. Il participait au colloque-camping de fin de semaine qui a réuni plus de 900 jeunes libéraux de tous les coins de la province. La participation aux ateliers de

travail n'a jamais dépassé 300 personnes mais fut très animée.

Aucun doute que la manifestation annoncée comme "laboratoire d'idées" a plutôt été le plus sévère forum auquel a consenti à se prêter le chef du gouvernement depuis la prise du pouvoir. Ses ministres et lui ont eu droit aux apostrophes les plus typiques et mal polies de la jeune génération. Sauf, peut-être, le ministre des Communications, M. Jean-Paul L'Allier, en voie de devenir, le René Lévesque du Parti libéral. L'épilogue reste à venir.

C'est ainsi que sur un ton assez familier, M. Bourassa s'est fait reprocher de

manquer de volonté politique, de jouer avec des slogans vides de sens, d'avoir encouragé la tenue de Jeux olympiques coûteux plutôt que de réaliser une véritable social-démocratie, de ne pas avoir rempli sa promesse de création de 100,000 emplois, de favoriser un style de leadership trop discret, voire sournois, et enfin d'avoir permis que ses députés se votent des augmentations de salaires impressionnantes à un moment où l'inflation effrite le pouvoir d'achat du modeste travailleur.

Certaines de ces attaques ont visiblement heurté le premier ministre. Mais il



Privy Council Office Bureau du Conseil privé

PRESS CLIPPINGS COUPURES DE JOURNAUX

Name of Publication

Nom de la publication

Date

faut l'avoir vu se débattre et chercher querelle à l'Assemblée nationale pour savoir qu'en ces moments, il devient redoutable. Somme toute, il aura eu le dernier mot, quoi qu'il se souviendra sans doute longtemps de ce colloque-camping. De leur côté, certains organisateurs libéraux se demandent si les péquistes n'étaient pas plus nombreux que prévu, puisque la participation n'avait pas été rigoureusement réservée aux membres du parti.

Interrogé sur les critères dont il s'est inspiré pour planifier le remaniement du cabinet, M. Bourassa a répondu:

"le chef doit tenir compte des priorités ainsi que des collègues du cabinet qui souhaitent de nouveaux défis. Il doit tenir compte encore de l'harmonie administrative et de l'équilibre régional. Enfin, il faut préparer les années '80."